



Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

17 | 1996

Hommage à Bernard Lepetit

Pouvoir et espace urbain. Le Minas Gerais du « Cycle de l'or » (Brésil, XVIII^e-XIX^e siècle)

Claudia Damasceno Fonseca



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2588>

DOI : 10.4000/ccrh.2588

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 4 octobre 1996

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Claudia Damasceno Fonseca, « Pouvoir et espace urbain. Le Minas Gerais du « Cycle de l'or » (Brésil, XVIII^e-XIX^e siècle) », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 17 | 1996, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2588> ; DOI : 10.4000/ccrh.2588

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Pouvoir et espace urbain. Le Minas Gerais du « Cycle de l'or » (Brésil, XVIII^e-XIX^e siècle)

Claudia Damasceno Fonseca

Ce travail de thèse a été commencé en octobre 1995, sous la direction de M. Bernard Lepetit. Le sujet proposé traite des « villes de l'or brésiliennes, c'est-à-dire des centres urbains de colonisation portugaise qui sont nés à la suite de la découverte du métal précieux, à partir des dernières années du XVII^e siècle. Ces villes se trouvent dans l'actuel État de Minas Gerais (les « Mines générales »), dans une région à l'intérieur des terres et qui était jusqu'alors méconnue des colonisateurs.

Au départ, nous nous étions surtout intéressés à la question des transferts de modèles de l'architecture et de l'urbanisme européens dans ces villes, ainsi qu'aux agents de ces transferts (maîtres-bâisseurs, ingénieurs militaires portugais, architectes). Cependant, l'examen plus attentif de la nature et du contenu de la plupart des sources disponibles nous a conduites à déplacer notre centre d'intérêt vers d'autres aspects.

- 1 La ville coloniale brésilienne est encore un sujet très peu exploré. Dans plusieurs études, l'œuvre de colonisation et d'urbanisation portugaise au Brésil a été comparée à celle des Castillans, et jugée « aléatoire » et peu consistante. En ce qui concerne les formes urbaines engendrées, les auteurs ont surtout souligné leur caractère « spontané » et « chaotique », par rapport aux établissements coloniaux d'extrême régularité créés dans l'Amérique espagnole ; on a même conclu que les Portugais « méconnaissaient l'ordre »¹.
- 2 À partir des années cinquante, cette vision simplificatrice a commencé à être contestée². En effet, il n'y a pas de doute que, jusqu'au XVII^e siècle, les initiatives d'urbanisation portugaises ont été assez ponctuelles et modestes, marquées par l'empirisme caractéristique de leur administration. Cependant, l'analyse de sources variées a montré que l'occupation du Brésil n'est pas due à une simple répétition inconsciente de modèles

culturels hérités du Moyen Âge, sans aucune proposition rationnelle, comme on a voulu le faire croire ; au contraire, il y a eu, à des époques déterminées et dans certaines régions, de vraies politiques d'urbanisation, liées aux intérêts et aux besoins spécifiques de la Couronne portugaise, et conditionnées par les moyens de celle-ci et par les différents contextes locaux, physiques et sociaux.

- 3 Les documents du XVIII^e siècle tels que les ordonnances royales, les chartes de fondation détaillées, les projets de fortifications et les plans réguliers d'urbanisme établis pour des villes du sud du Brésil et des régions du Mato Grosso, de Goiás et de l'Amazonie³, ainsi que les cartes régionales dressées soigneusement par les militaires, témoignent de l'intention du roi et de ses commissaires – en particulier, les ingénieurs militaires, les « fonctionnaires de l'urbanisme »⁴ portugais – de bien connaître, organiser et contrôler l'espace colonial, surtout à ses frontières.
- 4 Dans le Minas Gerais, cependant, les interventions du pouvoir central sur le développement des villes ont été moins explicites, rigoureuses et systématiques, et sont par conséquent moins facilement repérables par l'historien. Le contexte particulier de la région des mines a davantage attiré l'attention du pouvoir monarchique sur les questions de la fiscalité et du contrôle des populations rebelles que sur les problèmes spécifiques à l'aménagement de l'espace. Cette région centrale, n'étant pas soumise aux invasions étrangères, redoutant moins les attaques des tribus indigènes, n'a pas connu de villes fortifiées ; en revanche, d'importants moyens militaires étaient déployés pour lutter contre la fraude fiscale, la contrebande et les fréquentes insurrections⁵.
- 5 Toutefois, les villes étaient des instruments essentiels dans le contrôle de l'économie et de la société du Minas Gerais. Leur rôle et leur importance par rapport aux intérêts et aux politiques de la métropole ont changé tout au long du XVIII^e et des premières décennies du XIX^e siècle.
- 6 Si le pouvoir monarchique a été peu présent dans les premières années d'occupation de la région, il a su s'imposer rapidement quand cela s'est montré nécessaire. Au départ, en effet, le peuplement s'est disséminé librement sur le territoire, au gré des découvertes aurifères, qui furent surtout le fait d'aventuriers de la région de São Paulo. La première forme de contrôle a été exercée par l'Église (alors profondément liée à l'État absolutiste), à travers la création de paroisses dans quelques agglomérations minières – appelées *arraiais* – qui étaient déjà assez peuplées⁶.
- 7 L'État s'est établi dans la région en 1711, à la suite de divers conflits entre les pionniers *paulistas* et les nouveaux arrivés : les *reinóis*, du Portugal, et les *baianos*, des capitaineries du nord du Brésil. Ribeirão do Carmo (plus tard Mariana), Vila Rica (Ouro Preto) et Vila Real do Sabará ont été les trois premiers *arraiais* à être élevés au statut de *vila* (ville) dans la future capitainerie des Minas Gerais. Au cours du XVIII^e siècle, on a encore créé onze villes, également sur la base des structures « urbaines » et des corps sociaux préexistants : São João del Rei (1713), Vila Nova da Rainha et Vila do Príncipe (les actuelles Caeté et Serro, respectivement – 1714), Piedade do Pitangui (Pitangui – 1715), São José del Rei (Tiradentes, 1718), Minas Novas (1730), São Bento do Tamanduá (Itapecerica – 1789), Queluz (Conselheiro Lafaiete – 1790), Barbacena (1791), Campanha da Princesa (Campanha – 1791) et Paracatu do Príncipe (Paracatu – 1798)⁷.
- 8 Les *vilas* établies dans les premières décennies du XVIII^e siècle, sous le règne de Jean V, non seulement symbolisait l'installation du pouvoir central dans la région, mais constituaient de nouvelles bases pour l'extension des défrichements et de l'exploitation

de l'or, et avaient aussi pour but, en restreignant leur mobilité et leur dispersion, de « civiliser » des populations qui ne cessaient de s'accroître et de se mélanger. En revanche, les *vilas* de la fin du siècle ont été créées dans des zones et à une époque où l'exploitation minière s'était déjà affaiblie ; la préoccupation principale était devenue la circulation des marchandises et des produits manufacturés⁸. Au XIX^e siècle, surtout après l'indépendance, l'attribution du statut de *vila* obéira encore à d'autres stratégies, liées aux nouvelles réalités économiques et politiques du Brésil impérial.

- 9 Par ailleurs, s'il est vrai qu'en matière d'organisation formelle des espaces urbains les villes minières ont été soumises à des déterminations métropolitaines assez rares et circonstanciées (conformément à une pratique de gouvernement au cas par cas, d'ailleurs commune à d'autres domaines de l'administration coloniale⁹), cela ne veut pas dire pour autant que les interventions et résolutions prises dans ce domaine (qu'elles aient été accomplies ou non) soient moins significatives ou moins dignes d'étude.
- 10 L'organisation spatiale de Mariana¹⁰, par exemple, l'ancienne Vila do Ribeirão do Carmo, a été l'objet des préoccupations et des exigences du roi Jean V. Les origines de cette ville ressemblent pourtant à celles de ses semblables : un simple *arraial*, formé par des campements de mineurs développés le long de la rivière, à côté de ses filons, et groupés autour de petites chapelles. En 1745, le roi a créé un nouvel évêché et a fait de la ville minière une cité épiscopale, en la rebaptisant « Cidade de Mariana », en hommage à la reine. À cette occasion, un plan d'extension et de régularisation du tracé urbain a été conçu par l'ingénieur militaire José Fernandes Alpoim. Les documents iconographiques de l'époque (qui d'ailleurs ne correspondent pas exactement à la réalité construite), ainsi que les lettres échangées entre le roi et les autorités locales, attestent des intentions du projet : construire des voies droites, aligner les bâtiments, produire des places régulières, bref, créer un espace ordonné qui devait être le reflet de la nouvelle société qu'on espérait voir naître.
- 11 Il convient de noter que la monarchie n'était pas la seule à intervenir, elle était en rapport avec d'autres milieux de décision : l'Église, les militaires, les corps municipaux, ainsi que le gouverneur de la capitainerie et d'autres délégués régionaux (ayant des attributions diverses, pas toujours très bien délimitées). À plusieurs reprises, par exemple, la volonté d'un prêtre ou d'un gouverneur a fait changer d'emplacement les établissements de mineurs, pour des sites « plus convenables » ou « commodes » que les côtes abruptes ou les bords inondables des rivières. Cela s'est souvent produit à l'occasion de la création d'une nouvelle église paroissiale (Vila do Carmo, entre autres) ou de l'élévation d'un *arraial* à la condition de *vila* (Barbacena, Itapeverica, São João del Rei¹¹), et parfois sans l'accord des habitants.
- 12 L'éloignement géographique du Minas Gerais a d'ailleurs conféré une certaine autonomie à ces diverses instances du pouvoir ; mais, afin de garder sa primauté, la Couronne a quand même cherché à exercer un contrôle total sur tout ce qui se passait dans ce riche territoire, en se faisant consulter sur toutes les questions, même les plus anodines. C'est ce qu'on constate dans la correspondance échangée entre le pouvoir métropolitain – le roi et le Conseil d'Outre-mer – et les multiples autorités de la capitainerie.
- 13 Nous nous proposons donc d'étudier les villes minières en mettant en relation la création des formes urbaines avec les rapports sociaux et les structures de pouvoir¹², et en montrant l'évolution de la notion de ville et des formes de gestion des espaces urbains aux XVIII^e et XIX^e siècles (les bornes chronologiques plus précises sont encore à

déterminer). On cherchera aussi à découvrir si ces faits sont liés uniquement au contexte spécifique du Minas Gerais ou s'il s'agit, au contraire, de concepts et de procédures qui ont été appliquées, à la même époque, dans d'autres régions du royaume portugais ou même dans d'autres pays d'Europe.

14 Si l'on définit l'urbanisme comme

[...] l'ensemble des mesures techniques, juridiques, économiques qui permettent un aménagement ou un développement volontaire des cités¹³,

on pourra utiliser le terme pour la période concernée par cette étude, même si le mot est d'apparition récente (en 1867, dans la théorie générale de l'urbanisation de Cerda¹⁴), puisque « la pratique est ancienne »¹⁵. L'ampleur de cette définition permet d'observer les objets urbains sous des angles divers, et de jouer avec les échelles d'analyse. Les villes minières devront être considérées aussi bien par rapport à l'ensemble du territoire qu'en termes intra-urbains, ce qui pourra aider à réaliser l'un des objectifs de cette recherche : la restitution des perceptions des espaces urbains par les contemporains.

15 Dans les villes en question, la municipalité était bien sûr l'un des principaux intervenants. Malgré le fait qu'elles agissaient souvent au profit des plus riches et des plus influents, les chambres municipales étaient quand même les « véhicules de l'opinion publique », elles constituaient une « soupape de sûreté », un exutoire des ressentiments locaux face aux impôts et aux exigences excessives de la Couronne. En même temps, elles contribuaient au développement d'une « conscience municipale »¹⁶, à travers la réalisation et l'entretien de services publics : ouverture et pavage des rues, construction d'édifices publics, de ponts et de fontaines, éclairage nocturne, et d'autres mesures qui « relèvent de l'urbanisme » et « qu'on dirait aujourd'hui de simple édilité »¹⁷. Les résolutions prises dans ces domaines au XVIII^e siècle ont été systématisées dans le siècle suivant, sous la forme de règlements appelés *Posturas* ou *Estatutos municipais*, que nous essaierons d'analyser.

16 En effet, dans les documents échangés avec la métropole qui traitent plus au moins explicitement des questions concernant les villes¹⁸ (aux niveaux intra- et interurbains), ce sont souvent les officiers des chambres municipales qui prennent la parole. Une grande partie de ces documents relèvent des conflits existant entre représentants du pouvoir, autorités et population, ou entre mineurs : ce sont des lettres, des pétitions, des requêtes concernant les exploitations à l'intérieur des villes (inondations et autres dégâts), le financement des constructions et des travaux publics (hôtel de ville, caserne, prison), la création de nouvelles villes et paroisses et la détermination de leurs limites, l'usage des espaces urbains, les transports interurbains (ponts, droits de passage des rivières, routes), entre autres.

17 Ce sont évidemment des traces qu'il est important de suivre : le conflit est le résultat

[...] de la confrontation entre plusieurs réalités et des décalages entre les représentations des acteurs, il oriente l'attention de l'historien sur des questions qui ne sont pas étrangères à la société observée¹⁹.

18 En plus de l'historiographie sur le Minas Gerais et des documents mentionnés ci-dessus, cette étude s'appuiera sur une grande diversité de sources primaires : les documents produits par les chambres municipales et par divers organismes publics de la capitainerie, les rapports et mémoires descriptifs sur le Minas Gerais (commandés par le gouvernement ou établis spontanément par des particuliers, quelquefois anonymes), ainsi que les chroniques des voyageurs étrangers du XIX^e siècle, sources qui seront approchées avec une méthode qui doit beaucoup à l'œuvre de Bernard Lepetit :

L'espace est l'objet de représentations contrastées, fragments de systèmes de pensée plus vastes. Il est enjeu de conflits, lieu de développement de stratégies destinées à s'assurer une domination qui peut être aussi économique. Il est marqué de pratiques multiples que la forme des champs, le tracé des chemins, la silhouette des villes inscrivent dans le paysage. Il donne à lire des oppositions multiples dont les lignes de fracture s'emboîtent, s'imbriquent, se redoublent et évoluent selon des temporalités très différentes²⁰.

NOTES

1. Robert Smith, *Arquitectura Colonial*, Salvador, Livraria Progresso, 1955. Sergio Buarque de Hollanda, *Raízes do Brasil*, Rio de Janeiro, José Olimpio Ed., 1982. La première édition, de 1936, a donné suite à une série de travaux d'autres historiens se rapprochant de son point de vue sur les villes coloniales portugaises.
2. Nestor Goulart Reis Filho, *Evolução Urbana no Brasil*, São Paulo, Edusp, 1968. Cette étude, commencée en 1957, a été surtout inspirée par l'œuvre du portugais Mário Chicó (rapports entre la « cité idéale » de la Renaissance et les villes portugaises de l'Inde), et a souligné l'importance de l'intervention du pouvoir central sur le développement des villes brésiliennes (1500-1720). Paulo Santos, « Formação de cidades no Brasil colonial », *Anais do V Encontro de Estudos Luso-Brasileiros*, Coimbra, 1968. Sur l'architecture et l'urbanisme du XVIII^e siècle au Portugal : José Augusto França, *Une ville des Lumières, la Lisbonne de Pombal*, Paris, EHESS, 1965, et José Eduardo H. Correia, *Vila Real de Santo Antônio, Urbanismo e Poder na Política Pombalina*, thèse de doctorat, Universidade Nova de Lisboa, 1984. Sylvio de Vasconcellos, avec *Vila Rica*, São Paulo, Ed. Perspectiva, 1977, a fait avancer la réflexion sur la ville coloniale brésilienne. Murillo Marx, *Cidade no Brasil*, São Paulo, Edusp/Nobel, 1991 : questions foncières et leur évolution dans les villes brésiliennes, rôle joué par les pouvoirs civil et religieux dans l'organisation des espaces urbains. Cet auteur a aussi écrit quelques articles intéressants sur les villes minières.
3. P. Santos, *op. cit.*, 1968. Renata Malcher de Araújo, *As Cidades da Amazônia no século XVIII*, mémoire de maîtrise, Universidade Nova de Lisboa, 1992. José Manuel Fernandes, *L'Architecture*, Lisboa, Casa da Moeda, 1991.
4. L'expression est de R. Malcher de Araújo, *op. cit.*, 1992.
5. Caio Boschi, « Colonialismo, poder e urbanização no Brasil setecentista », *Anais do I Colóquio de Estudos Históricos Brasil-Portugal*, Belo Horizonte, PUC, 1994.
6. M. Marx, *op. cit.*, 1991.
7. C. Boschi, *op. cit.*, 1994.
8. C. Boschi, *op. cit.*, 1994. Nous nous proposons de vérifier l'hypothèse très intéressante lancée par l'historien à propos de l'existence d'un rapport entre la création de ces villes et les orientations réformistes, imprégnées de l'esprit des Lumières, mises en pratique par le marquis de Pombal, le tout-puissant ministre du roi Joseph I^{er}, ainsi que par ses partisans de la Colonie.
9. C. Boschi, *op. cit.*, 1994.
10. Cette ville a été l'objet de notre mémoire de « mestrado » en géographie urbaine, soutenu en 1995 à l'université fédérale du Minas Gerais, Brésil.
11. Waldemar de A. Barbosa, *Dicionário Histórico-Geográfico de Minas Gerais*, Belo Horizonte, Ed. Itatiaia, 1995.

12. L'intérêt de cette approche a été souligné par Bernard Lepetit, « Pouvoir municipal et urbanisme (1650-1750). Sources et problématique », in G. Livet et B. Vogler, *Pouvoir, ville et société en Europe, 1650-1750*, Actes du Colloque international du CNRS, Strasbourg, 1981, p. 35 : « Au cours des dernières années, le renouvellement des réflexions urbaines, par la sociologie en particulier, a montré les limites des études d'urbanisme qui s'en tiendraient à la seule description de la transformation matérielle des réformes des cités : l'aménagement de l'espace urbain est une production sociale, qui traduit des rapports de pouvoir. »

13. B. Lepetit, *op. cit.*, 1981, p. 35.

14. Françoise Choay, *La Règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, 1980.

15. B. Lepetit, *op. cit.*, 1981, p. 35.

16. A. Russel-Wood, « O Governo local na América Portuguesa ; um estudo de divergência cultural », *Revista de história*, São Paulo, vol. 55, n° 109, 1977, p. 36.

17. B. Lepetit, *op. cit.*, 1981, p. 35.

18. Ces sources, manuscrites dans leur majorité, sont conservées dans diverses institutions. Aux Archives publiques de Minas Gerais (APM – »Section coloniale », on trouve une grande quantité de documents de l'administration de la capitainerie, avec les contenus les plus divers et allant du début du XVIII^e siècle jusqu'à 1837. Il existe aussi dans cette institution quelques livres contenant des documents du XVIII^e, provenant des chambres municipales de certaines villes (Mariana, Ouro Preto, Sabará, Paracatu), qui seront certainement utiles à cette étude, compte tenu du mauvais état de conservation et du manque d'organisation de la plupart des archives municipales. Parmi les institutions portugaises, c'est aux Archives d'Outre-mer, à Lisbonne, qu'on peut trouver le plus grand et le plus varié des fonds d'intérêt pour cette recherche, couvrant la période 1628-1832. On dispose d'un inventaire où le contenu de chaque document est sommairement décrit, ce qui rend plus aisée une sélection en fonction de l'objet historique à construire.

19. Isabelle Backouche, *La Seine et Paris (1750-1850). Pratiques, aménagements, représentations*, thèse de doctorat en histoire, EHESS, 1995, p. 9.

20. B. Lepetit, *Les Villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 15.

AUTEUR

CLAUDIA DAMASCENO FONSECA

Architecte, université fédérale de Minas Gerais (Brésil), 1990. *Mestrado* en géographie urbaine, université fédérale de Minas Gerais (Brésil), 1995.

EHESS, sous la direction de Bernard Lepetit : Doctorante.